

manifeste de l'industrie du charbon et de l'énergie, tout cela n'est que bavardage... Le temps est venu d'exposer la véritable nature des fondements sur lesquels le plan (du gouvernement) doit être établi, quant au charbon, à l'énergie et aux transports. »

Ce même ton désenchanté est celui du reste de la presse anglaise. « Pour être réaliste, écrit le journal libéral « Statesman and Nation », M. Attlee devrait nous dire que nous devons accepter un abaissement provisoire de notre niveau de vie, pendant que le plan de rééquipement de nos principales industries est appliqué. »

En même temps, ce même journal rappelle au premier ministre réformiste que « M. Attlee se trouve à la tête du gouvernement d'un parti appelé à jeter les bases d'une Angleterre socialiste. Son mandat n'était pas de « maintenir l'unité nationale », mais un moyen constitutionnel pour réaliser la révolution socialiste. »

De toute façon, c'est précisément parce que M. Attlee n'avait pas l'intention de mener à bien un tel mandat que les difficultés économiques en Angleterre s'aggravent et conduisent inévitablement à une crise sociale. Ainsi l'« Economist », le plus sérieux des hebdomadaires londoniens, va au cœur même de la situation en constatant que : « Le plan démocratique, tel qu'il est interprété par le « White Paper », ne constitue pas, de toute évidence, un système ni très efficace ni très satisfaisant de gestion des affaires de la nation. Le gouvernement se trouve presque ouvertement placé devant le dilemme ou bien d'aller de l'avant jusqu'à ce que le plan ne soit plus démocratique, ou bien de retourner en arrière jusqu'à ce qu'une partie de ses partisans constate que le plan n'existe plus. »

Traduit en langage marxiste, cela signifie que le gouvernement réformiste doit faire face à une crise menaçant son existence même. Ses demi-mesures ne sauraient résoudre les contradictions de l'économie anglaise. La reprise dans l'industrie et le commerce, quelque importante qu'elle puisse paraître à un observateur superficiel, est constamment minée par des facteurs fondamentaux, tels que le manque de devises, de main-d'œuvre et le déclin de la production du charbon, qui, à son tour, affecte l'énergie et les transports, c'est-à-dire le centre même de toute la vie économique. La politique présente du gouvernement, visant d'une part à la demi-application du plan et, d'autre part, à la demi-sauvegarde des intérêts de la propriété privée menacée, ne peut satisfaire aucune des deux principales classes de la société : les capitalistes et la classe ouvrière. Il offre uniquement la perspective d'« un abaissement provisoire de notre niveau de vie ». Pour satisfaire la bourgeoisie, le gouvernement travailliste ne doit pas seulement continuer à accorder de fortes indemnités pour la propriété nationalisée, mais renoncer à son programme de nationalisations comme tel. Pour satisfaire la classe ouvrière, il ne suffit pas de nationaliser l'industrie, mais de rendre efficace les nationalisations en expropriant les profits de la classe dominante par l'institution du contrôle ouvrier.

Le gouvernement travailliste a été porté au pouvoir par un élan puissant de la classe ouvrière en sa faveur. Toutes les élections, depuis 1945, montrent la continuation de cet état d'esprit. Les ouvriers, pleins de confiance en eux-mêmes et fermes en leurs aspirations révolutionnaires, défendent « leur gouvernement » contre les attaques de Churchill et du parti « tory » de la classe dominante. Cela devint parfaitement clair pendant la crise du charbon, quand le prolétariat anglais se leva comme un seul homme pour assurer le fonctionnement de l'industrie, en un temps où la bourgeoisie avait intérêt à exploiter les difficultés économiques pour ses propres buts de classe. Des organisations spontanées, des « comités de vigilance » furent formés par les ouvriers.

Mais, en même temps, le mécontentement des ouvriers contre la politique de leurs leaders se refléta surtout sur le plan de la politique étrangère, où les Trade-Unions, relativement à la question espagnole, à la question grecque, à la question du personnel diplomatique, ont adopté une attitude nettement oppositionnelle. La même tendance fut reflétée par la vague de révoltes qui éclata au sein de la fraction parlementaire du Labour Party. La ligne principale de cette tendance fut de mettre fin à la continuation, par Bevin, de la politique « torie ». Mais la révolte provoquée par la politique étrangère présageait un mouvement beaucoup plus profond se formant actuellement contre la politique intérieure, où le sort des ouvriers est plus directement en jeu et plus facilement compréhensible pour eux. La tâche des révolutionnaires, dans la période qui vient, sera d'aider les ouvriers à forger les instruments pour une solution en leur faveur du « dilemme » du gouvernement travailliste, c'est-à-dire dans un sens révolutionnaire.